



France-Macron : An III

Le désenchantement de la France sous la mandature d'un pur produit du Touquet, un balnéaire hors sol.

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 13 juin 2019

[Madaniya](#) 12 juin 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire](#),
[société et culture](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Macron An I a été marqué par une grogne sociale paralysant le pays pendant trois mois (grève des cheminots et des transports routiers).

Macron AN II par la déconfiture diplomatique du Jupiter de France avec la rebuffade de son grand ami américain Donald Trump, moins d'un mois après son accueil triomphal au Congrès, sur fond de nominations de complaisance dans le corps diplomatique et dans le système judiciaire, à l'arrière plan du feuilleton politico judiciaire Alexandre Benalla, culminant avec les démissions retentissantes des deux ministres d'Etat de son gouvernement, l'écologiste Nicolas Hulot et le transfuge socialiste, Gérard Collomb; se prolongeant avec la démission de quatre conseillers du Président, Sylvain Fort (communication et discours), Ismaël Emilien, son conseiller spécial et sa tête chercheuse, ainsi que Barbara Frugier, conseillère communication internationale et Ahlem Gharbi, conseillère technique Afrique du Nord et Moyen-Orient, dans la foulée du rebondissement de l'affaire Benhalla, dans sa séquence passeport diplomatique et oligarque russe.

Pour aller plus loin sur ce sujet

<https://www.madaniya.info/2018/09/03/france-diplomatie-macron-an-ii-un-fiasco-diplomatique-total-1-2/>

<https://www.madaniya.info/2018/09/07/france-diplomatie-la-france-patrie-des-droits-de-l-homme-un-etat-voyou-2-2/>

Paroxystique, Macron An III a signé la faillite de la technostructure française sur fond de cassure sociale, propulsant les Gilets Jaunes au centre la vie publique nationale, déclenchant une révolte sociale de grande ampleur, impulsée par les sans grades, recrues de taxes, de verticalité et de théâtralité: Les «Gilets Jaunes», lointains successeurs des gueux «Pieds Nus» de l'époque médiévale.

Pour aller plus loin sur ce sujet, cf: Histoire des révoltes populaires des sans-culottes aux gilets jaunes

<https://www.les-crises.fr/lhistoire-des-revoltes-populaires-des-sans-culottes-aux-gilets-jaunes/>

<https://www.les-crises.fr/les-oublies-de-la-republique-par-jean-michel-naulot/>

Cf à ce propos: Marcel Gauchet: Emmanuel Macron a échoué sur tout

<https://www.les-crisis.fr/marcel-gauchet-historien-macron-a-echoue-sur-tout-par-joelle-meskens/>

Sous la pression de la Rue, le pouvoir macronien a cédé, ou plutôt a feint de céder, ordonnant un moratoire de six mois pour le gel des prix des carburants, du gaz et de l'électricité. Ne pipant mot sur le rétablissement de l'Impôt sur la Fortune (ISF). Un privilège du «président des ultra riches» à ses amis du grand capital.

Sur la fiscalité des membres du gouvernement, cf ce lien

https://www.liberation.fr/checknews/2018/12/06/peut-on-connaître-le-nombre-de-ministres-et-parlementaires-concernés-par-l-isf_1696132

Pour mémoire, selon un rapport de l'ONG Oxfam publié lundi 14 mai 2018 et intitulé "CAC 40: des profits sans partage", les groupes du CAC 40 ont redistribué à leurs actionnaires les deux tiers de leurs bénéfices entre 2009 - année de la crise financière mondiale - et 2016, soit deux fois plus que dans les années 2000. Soit près de 54 milliards d'euros en 2017. Cela a conduit ces entreprises à ne laisser "que 27,3% au réinvestissement et 5,3% aux salariés", ajoute OXFAM qui dénonce des choix économiques qui nourrissent une "véritable spirale des inégalités".

Autrement dit, les entreprises du CAC 40 ont enregistré des bénéfices cumulés en hausse de 93 pour cent en 2017 par rapport à 2010 et les dividendes versés à leurs actionnaires ont grimpé de 44 pour cent; alors qu'en contrechamps, les effectifs des grands groupes ont fondu de 20 pour cent et les impôts qu'ils acquittent en France sont inférieurs de 6,5 pour cent au montant versé en 2010.

54 milliards d'euros en 2017 en superposition à 100 milliards d'euros d'évasion fiscale, en dépit de la suppression de l'ISF, avec en parallèle, un endettement public en 2018 de l'ordre de 2299,8 milliards d'euros, frôlant le seuil symbolique des 100% et au sein de l'Union Européenne une France placée sous la coupe de l'Allemagne, le grand vaincu de la 2me guerre mondiale, avec en prime, le gel des retraites, la suppression de 5 euros au titre de l'APL etc... De quoi expliquer amplement cette explosion de colère sans pareille depuis la révolte étudiante de Mai 1968.

En contrechamps, la France est le pays qui compte le plus de firmes multinationales non financières dans le top 100 mondial, lorsque l'on classe ces dernières par la taille de l'actif implanté à l'étranger: 12 contre 20 pour les États-Unis, 14 pour le Royaume-Uni, devant l'Allemagne et le Japon. Un fait qui fait de la France, une puissance économique décisive.....offshore

Mieux, le pays siège du COP 21, le sommet sur les changements climatiques tenu à Paris en 2015 est, paradoxalement, un des pays les plus en pointe en matière d'investissements dans les énergies fossiles, à forte production de gaz à effet de serre (charbon, pétrole).

Deux rapports publiés en novembre 2018 par Oxfam et «Amis de la terre» dévoilent le comportement des banques françaises en ce domaine. Six d'entre elles, BNP ParisBas, Société Générale, Banque Populaire-Caisse d'Épargne, Crédit Mutuel CFC, et Banque Postale continuent à investir massivement dans les énergies les plus génératrices de gaz à effet de serre.

En 2016-2017, le total des financements consentis s'établit comme suit: 42,9 milliards d'euros pour les énergies fossiles, soit 71 pour cent des investissements, 11,8 milliards pour les énergies renouvelables, soit 20 pour cent, enfin 5,77 milliards pour les autres formes d'énergie.

Mais cet exercice de prestidigitation auquel s'est livré le premier ministre Edouard Philippe au lendemain d'un week end de violence sur les Champs Elysées, Haut lieu de l'industrie du luxe parisien, début décembre 2018, a paru répondre à son souci de calmer le jeu dans la perspective des fêtes de fin d'année et des élections européennes. Un tour de passe-passe vain.

Sentant l'«entourloupe électoraliste», Emmanuel Macron a corrigé le lendemain son premier ministre jupéiste, en annulant purement simplement la hausse des carburants pour 2019.

Trois motions de censure en deux ans, même pas à mi mandat: La magie a cessé d'opérer. L'état de grâce s'est ainsi transformé en défiance, la défiance en détestation chez une grande partie de la population. Une spirale infernale projetant un président en «fin de moi» difficile, en superposition à des fins de mois difficiles pour une grande majorité des Français.

Le malentendu qui a servi de tremplin à Emmanuel Macron pour se propulser à la tête de l'Etat, dans une sorte de hold up d'une rare audace contre son propre mentor François Hollande, s'est révélé dans toute son ampleur à l'occasion de la première grande consultation générale de son mandat: Les élections européennes.

Loin d'être un triomphe romain, elles se sont apparentées à un Golgotha: le chemin de croix de la vanité du plus jeune président de la République Française.

Malchance ou Malediction? Le télescopage du discours d'Emmanuel Macron sur ses conclusions du grand débat national avec l'incendie de Notre Dame de Paris, le 15 avril 2019, a fait capoter tout le plan de communication présidentiel, le privant de son «effet blast», l'effet de souffle qui aurait dû le propulser au firmament de la popularité. Un télescopage qui a retenti dans l'ordre subliminal comme annonciateur de l'effondrement des temps anciens, dont la mesure la plus symbolique aura été la suppression de l'ENA, le temple de la technostructure française.

Battu par le «Rassemblement National», malgré le débauchage des personnages médiatiques (Bernard Guetta, Pascal Canfin) et le ralliement de personnalités de la droite (Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Jean Veil), les élections européennes ont offert à Marine Le Pen une belle revanche sur sa pitoyable prestation du débat présidentiel de l'entre deux tours, en 2017.

Président a minima, en quête de justesse sociale pour juguler une crise de confiance sur fond de crise sociale et de crise de croissance....Sous Macron, «La République en Marche», son slogan de campagne, s'est révélée «en marche arrière».

Vainqueur a minima du fait de l'extrême fragmentation de la gauche, du débauchage des personnages médiatiques (Bernard Guetta, Pascal Canfin) et du ralliement de personnalités de la droite (Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Jean Veil), Emmanuel Macron est un Président a minima, en quête de justesse sociale pour juguler une crise de confiance sur fond de crise sociale et de crise de croissance....Sous Macron, «La République en Marche», son slogan de campagne, s'est révélée «en marche arrière».

Note de la Rédaction

www.madaniya.info a souhaité soumettre à l'attention de ses lecteurs un texte d'un site www.meltingbook.com/ sans doute parmi les plus aigus dans l'analyse des mouvements sociaux en France et des phénomènes de mode, hors de tout formalisme, loin de tout dogmatisme. En témoignage d'estime pour la qualité de ce travail prospectif et à titre de solidarité confraternelle. Fin de la note.

Ci joint le décryptage de ce mouvement total, social global par Nadia Henni Moulaï.

De quoi les Gilets Jaunes sont ils le nom ?

Avec l'aimable autorisation de Nadia Henni-Moulaï, Fondatrice du web magazine Melting Book <http://www.meltingbook.com/>

Nadia Henni Moulaï est notamment l'auteure des ouvrages suivants:

[Petit précis de l'islamophobie ordinaire;](#)

[1954-1962: la guerre d'Algérie: portraits croisés»](#)

ainsi que d'un «Portrait des Musulmans de France : une communauté plurielle»

<https://www.dailymotion.com/video/x4i6aeu>

Melting Book est en outre éditeur de l'ouvrage «L'Etat d'urgence permanent» par Hassina Mechai et Sihem Zine

<http://www.meltingbook.com/book-letat-durgence-permanent/>

et d'une remarquable étude «Les revenants du Djihad»

<http://www.meltingbook.com/revenants-des-terrains-du-jihad/>

«Le rapprochement des Gilets Jaunes avec les sans-culottes est pertinent en ce qu'il replace la question du mépris des élites à l'égard de toutes ces Frances, qu'elles soient périphériques ([au sens défini par Christophe Giully](#)), rurales ou issues des quartiers. Nadia Henni Moulaï.

Que dit la crise des Gilets Jaunes ?

Rarement un mouvement spontané n'avait autant bousculé le sommet de l'Etat. Parti de la hausse du carburant , les Gilets jaunes permettent de dézoomer sur une société française, dépassée par la question socio-économique.

Cinq points clés soulevés par les Gilets jaunes.

Le carburant, la goutte de trop

A lire la liste des revendications des [Gilets Jaunes](#), la question dépasse la simple hausse des carburants. Car, c'est du sentiment d'injustice fiscale qu'a démarré le mouvement. Censée financer la transition écologique, la taxation supplémentaire sur le diesel, dont les pouvoirs publics ont fortement incité les Français à l'achat de ce type de véhicules, a connu une

augmentation de 4 centimes d'euros pour l'essence et 7 centimes d'euros pour le diesel en 2018

Un cap que l'exécutif compte bien tenir. Jusqu'en 2022, les carburants étant censés augmenter en continu. Avec un objectif, rendre l'essence moins chère car jugée moins polluante que le diesel.

Parmi les causes de cette augmentation, la contribution climat énergie (CEE), sorte de taxe carbone incluse dans les taxes sur les carburants et le fioul.

Or, les Gilets jaunes, forcément impactés par la baisse continue du pouvoir d'achat (pas loin de 500 euros de baisse en moyenne) refusent cette nouvelle taxe qu'ils jugent injuste. Surtout, ils pointent l'absence de TICPE et de TVA sur le kérosène ou le soufre. D'ailleurs, selon la Fédération France Nature, [un cargo émettrait autant de soufre que 50 millions de voitures](#). Comment justifier, alors, l'équité de la fiscalité écologique? Le rapporteur de la commission des finances du Sénat, le confessait, le 7 novembre dernier, la hausse de la fiscalité écologique nourrit [«un objectif de rendement»](#).

La fin de l'Etat-providence ?

La question de l'injustice de l'impôt est au cœur des revendications. Avec un taux de prélèvements obligatoires, la France est un pays où la recette fiscale représente près de 50% du PIB. Le cadre de l'impôt, basé sur la solidarité, est donc le fond du problème.

Or, et c'est important de complexifier le sujet, [la France est en tête de la redistribution](#). En matière de dépenses de protection sociale, par exemple, elle culmine à la première place européenne. Une place qui illustre bien sa conception de l'[Etat-providence](#).

Les Gilets jaunes remettent-ils alors, à travers la refonte de la fiscalité, le modèle redistributif et donc l'Etat-providence? Rien n'est moins sûr. La [dégradation des services publics](#), illustrée par la situation dans les hôpitaux soumis à des questions de rentabilité, symbolise bien cet Etat-providence qui ne tiendrait plus ses promesses. Payer des impôts oui, encore faut-il en profiter pourrait-on lire en filigranes dans les revendications.

La dimension symbolique en creux

Le 29 novembre, Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, se voulant rassurant, expliquait que [«ce n'est pas un phénomène de masse»](#), à propos des GJ. Une conclusion hâtive et qui élude surtout la dimension symbolique du mouvement. Malgré la faible mobilisation numérique, les Gilets jaunes sont parvenus à mobiliser à l'échelle nationale, réseaux sociaux aidant, à un instant T. Fait inédit, les régions, là où le déclassement se fait plus palpable, se sont avérées à l'avant-garde de la protestation.

Si les principales figures des GJ sont politisées, le mouvement n'est officiellement affilié à aucun parti, ni syndicat. Parti du «peuple», il s'apparente davantage comme le souligne Gérard Noiriel à des «sans-culottes et des communards que des poujadistes ou des jacqueries».

Regardés au début de la Révolution française avec mépris par les dominants, les sans-culottes initient le soulèvement populaire qui sonnera la fin de l'Ancien régime. Pourquoi, le rapprochement des Gilets jaunes avec les sans-culottes est pertinent? Parce qu'il replace la question du mépris des élites à l'égard de toutes ces Frances, qu'elles soient périphériques

([au sens défini par Christophe Giully](#)), rurales ou issues des quartiers populaires.

Et surtout, elle interroge la fragmentation de la société française où les colères sont, finalement, le point commun qui pourrait devenir point de ralliement pour ces Français, regardés de haut par la classe dominante. Symboliquement, les GJ réveillent le vieux souvenir de la Nuit du 4 août, avec la volonté très nette d'en finir avec une France des privilégiés vs des déclassés.

La désunion, planche de salut de Macron

C'est justement, l'un des enjeux que révèle la crise des Gilets jaunes.

Figure de la Révolution française, Mirabeau écrivait: «La France est un agrégat de peuples désunis». Et c'est précisément, la désunion des Français qui prémunit le chef de l'Etat d'une insurrection, c'est-à-dire du renversement du pouvoir. En France, les colères sont nombreuses mais elles sont fragmentaires. Chacun fulmine dans son coin et à partir de ses propres causes.

Ainsi, l'on parle beaucoup de la France périphérique comme incarnation des GJ mais la liste des revendications publiée par le mouvement en atteste.

Les quartiers populaires, la ruralité et même les métropoles peuvent se retrouver dans les demandes en question. Le comble serait, et c'est le principe de la convergence des luttes, l'union de ces colères.

Pour l'heure, si certains représentants des quartiers populaires appellent à rejoindre les Gilets jaunes, la convergence semble encore minoritaire. D'autant que les agressions racistes du 17 novembre 2018 ont donné une empreinte «extrême-droite» au mouvement.

Le séparatisme social, ciment inconscient de la révolte

Cette désunion trouve son point d'orgue dans le séparatisme social qui s'est fortement accentué ces 30 dernières années. Une note éclairante de la fondation Jean Jaurès publiée en février dernier montre bien comment les élites ont fait sécession par rapport au reste de la société française.

Véritable moteur dans une société, elles ne jouent plus ce rôle, celui d'assumer la solidarité nationale et d'œuvrer en faveur d'un destin national. Le sentiment d'une élite repliée sur elle-même, occupée à la préservation de ses privilèges prédomine. Et c'est précisément, la figure d'Emmanuel Macron, teintée d'arrogance juvénile, qui incarne le mieux cet entre-soi. Elu président de la République à 39 ans, son discours fondé sur la volonté d'en finir avec les privilèges républicains, incarnés pour lui par les fameux «corps intermédiaires» s'est retourné contre lui.

[Affaire Benalla](#), [augmentation des salaires ministériels](#), [moquette de l'Elysée a 300.000 euros](#). Autant d'affaires, qui même déconstruites, laissent dans l'esprit des gens, le sentiment d'une élite baignant dans l'opulence, là où des millions de Français peinent à boucler les fins de mois.

A cela s'ajoute, la dichotomie Paris/Province. Si le 17 novembre 2018 a fait recette dans les provinces, c'est à Paris que le mouvement a pris un tour extrêmement violent le 24 novembre puis le 1er décembre. Le hasard n'existe pas. Dans un Etat très centralisé où le

centre décisionnel est à Paris, détruire les Champs Elysées, n'est pas anodin.

Et après? Si le gouvernement appelle au dialogue, Emmanuel Macron a joué la montre, sûr d'un mouvement sans consistance. Une erreur tant la radicalisation crescendo du mouvement est visible. Là, où il aurait dû ouvrir la voie à une négociation d'égal à égal, l'exécutif a campé sur ses positions.

Le problème? Plus les négociations tardent, plus les revendications augmentent, réduisant la marge de manœuvre du gouvernement. En d'autres termes, Macron va certainement renoncer à sa posture ferme et céder à des exigences jusqu'ici inenvisageables. D'autant, qu'une nouvelle mesure, [le prélèvement à la source](#) est entrée en vigueur le 1er janvier 2019.

Il est fort à parier que, dans un contexte d'érosion de pouvoir d'achat, l'impact psychologique pourrait pousser certains GJ à «aller chercher» Macron.

René Naba

Pour aller plus loin sur ce même thème, sur le même site

Cf: Le simulacre Macron

<http://www.meltingbook.com/le-simulacre-macron>

Faut il changer la Loi sur la laïcité (1905) par Chloé Mathieu, Docteur en Droit Public

<http://www.meltingbook.com/laicites-faut-il-changer-la-loi-de-1905/>

A quoi joue la Police par Jean Riad Kechaou

<http://www.meltingbook.com/a-quoi-joue-police-jean-riad-kechaou/>

Football France-Europe: Ce que le Football doit aux quartiers populaires par Abdel Krim Branine

<https://www.meltingbook.com/football-france-leurope-doivent-aux-quartiers-populaires/>

Pas de printemps pour les Gilets Jaunes par

Cyril Garcia, historien, spécialiste du Maghreb et du Proche-Orient. Une analyse sur les Gilets jaunes à partir du Printemps arabe.

<http://www.meltingbook.com/pas-de-printemps-pour-les-gilets-jaunes/>

Iman Cravallo: étudiante en finance et mannequin: En France, la mode exige des clichés

<http://www.meltingbook.com/en-france-la-mode-exige-des-cliches/>

Elodie Soulies: Le ministère de l'éducation à la conquête du rêve américain

<http://www.meltingbook.com/le-ministere-de-leducation-a-la-conquete-du-reve-americain/>

La source originale de cet article est [Madaniya](#)

Copyright © [René Naba](#), [Madaniya](#), 2019

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

